



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 24 mars 05

Groupement enseignement général

Capitaine de corvette
Vincent GREGOIRE
groupe B6

Fiche de géopolitique

OBJET : sujet n° 3 : la construction européenne vous semble-elle évoluer vers une Europe puissance ?

La crise irakienne du 1^{er} trimestre 2003 a montré que le projet d'une Europe unie - très théorique bien qu'il ait été sanctionné par le traité d'Amsterdam et les élargissements - semble en définitive éloigné des réalités mondiales. Il n'existe pas d'Europe unie entre, d'une part une "ancienne Europe" ayant une volonté d'autonomie et d'autre part, les nouveaux membres de l'Union européenne. La guerre contre l'Irak a été l'occasion d'un bouleversement du champ politico-stratégique. La construction d'une Europe puissance semble devenir aléatoire en raison de ses divisions devant la puissance américaine. Il semble que les architectes de la construction européenne n'aient pas suffisamment porté attention au contexte géopolitique. Cependant, aujourd'hui, la création d'une défense européenne et la mise en place des outils prévus par le traité constitutionnel rendent la perspective d'une Europe puissance encore crédible.

* * *

Les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) donnent la priorité à l'OTAN

Les pays de l'ex-Europe de l'Est ont cherché, en adhérant à l'Union Européenne, à améliorer leur situation économique mais également à garantir leur sécurité. Emancipés de la tutelle soviétique, ces Etats ont perçu leur entrée dans l'Europe comme aussi - et probablement même d'abord - une entrée dans l'OTAN. Ils privilégient, comme la crise irakienne l'a montré, l'OTAN à l'Europe puissance. Alors que les "vieux européens", comme dirait Monsieur D. Rumsfeld, pensent l'Europe en soi et pour soi, autonome, dotée d'une politique de sécurité et de défense propre, d'une politique étrangère unitaire et sans tutelle extérieure ; les nouveaux arrivants la pensent encore par rapport à ce monde extérieur.

Ils craignent toujours la Russie ex-soviétique et recherchent la protection américaine qui serait seule capable de garantir leur sécurité.

Il est indispensable que l'Union Européenne soit attentive à l'évolution de la Russie et à sa stabilité politique. La construction d'une Europe puissance ne pourra s'effectuer que si les nouveaux pays membres ne craignent plus leur puissant voisin russe.

La crise irakienne a été le révélateur de l'opposition américaine à l'Europe puissance

L'OTAN pourrait devenir la manifestation tangible de l'opposition, enfin révélée, des Etats-Unis à la constitution d'une Europe qu'ils ont initialement favorisée – durant la Guerre froide – mais dans laquelle ils discernent, depuis 2003, un rival, voire un adversaire futur.

La crise irakienne au 1^{er} trimestre 2003 a donc été le révélateur d'une réalité profonde : il n'existe pas encore d'Europe unie entre, d'une part une "ancienne Europe" ayant une volonté d'autonomie et d'émancipation des contraintes exogènes et, d'autre part, les nouveaux pays membres qui, en privilégiant l'OTAN et leur alliance avec les Etats-Unis, ont introduit un élément perturbateur important.

Les nouveaux membres de l'Union européenne considèrent l'OTAN comme l'instrument d'un système politique - l'Alliance Atlantique - qui n'existe plus. En effet, leur mémoire de la domination soviétique (1944-1989) pèse sur leurs représentations d'une éventuelle menace russe, mais la situation a changé. Il n'y a plus de réalité d'une Russie agressive. Certes, peuvent subsister des séquelles, avec la question de Koenigsberg pour la Lituanie comme la Pologne. Il ne s'agit cependant que de difficultés résiduelles, ne justifiant pas que la Pologne, par exemple, accorde plus d'importance à l'OTAN et à l'Alliance Atlantique qu'aux exigences de l'intégration européenne.

L'élargissement devait marquer l'accomplissement du projet européen. Il révèle, paradoxalement, d'une part, les risques inhérents à cet élargissement pour le projet et d'autre part, l'opposition inéluctable, dans l'avenir, entre une Europe achevée et les Etats-Unis.

La question turque

L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne contribue également à rendre peu crédible la création d'une Europe puissance. L'arrivée d'un grand pays musulman proche des Etats-Unis risque de rendre encore plus délicate l'affirmation d'une véritable politique étrangère européenne. En effet, il sera probablement plus difficile de trouver une position commune entre les pays membres.

Les pressions américaines pour que la Turquie rejoigne l'Europe sont parfois interprétées par certains commentateurs comme un frein à une véritable indépendance politique de l'Europe.

Cependant, il est indispensable d'aborder cette problématique sans passion. La Turquie, si elle ne se tourne pas vers l'Europe, se tournera vers l'Asie centrale. Cela risque alors de déstabiliser une région stratégique en raison de ses richesses pétrolières. Comme Zbigniew Brzezinski l'écrivait dans *Le grand échiquier*, les Etats-Unis doivent favoriser l'adhésion de la Turquie à l'Europe non pour affaiblir cette dernière mais pour ancrer les Turcs à une Europe forte et alliée des Etats-Unis.

De plus, les Turcs se sont éloignés des Etats-Unis lors de la crise irakienne. Ils ont refusé la mise à disposition de facilités militaires pour l'intervention en Irak.

La guerre contre l'Irak a donc été l'occasion d'un bouleversement du champ politico-stratégique. Après avoir été l'instrument révélateur de cette évolution, l'Europe pourrait perdre de son influence en raison de ses divisions devant la puissance impériale américaine.

A l'horizon de la moitié du XXI^{ème} siècle, celle-ci pourrait se heurter à une Chine ayant acquis les attributs de la puissance. Comment sera traité le problème de la nucléarisation de la Corée du Nord et de l'Iran ? Le problème de l'identité des Européens devrait se poser avec une nouvelle acuité.

Le rôle de la France

Paradoxalement, La France apparaît aujourd'hui être la nation la plus « européenne ». Il semble qu'elle appréhende mieux les enjeux à long terme. En effet, la France accepte que les intérêts américains et européens puissent être opposés.

Au temps de la Guerre froide, les Américains pouvaient être favorables à l'idée d'une Europe unifiée parce que celle-ci intégrait les forces de l'OTAN. Il s'agissait d'une Europe satellite des Etats-Unis. Mais voilà que l'Europe s'émancipant, tout se passe comme si les Etats-Unis découvraient que la logique politico-stratégique les condamnait à l'antagonisme dans bien des domaines d'activités. Cela est inévitable, l'Europe puissance ne peut-être qu'en partie adverse. On peut supposer que les pays d'Europe centrale et orientale se sont engagés, par la Lettre du groupe de Vilnius, à manifester leur soutien à Washington en toute connaissance de cause. C'était un moyen de mettre en évidence les lignes de fractures qui traversent l'Europe, et pour les Américains, de les renforcer.

Cependant la ratification du traité constitutionnel devrait permettre à l'Europe de se doter des moyens d'être une puissance sur l'échiquier international.

Le traité constitutionnel

Ce traité cherche à mettre en place les outils permettant d'aller vers « plus d'Europe » selon les termes du Conseil européen de Séville. Il s'agit, en outre, de répondre aux besoins de sécurité et de justice et d'une politique étrangère et de défense commune, qui jusqu'à présent, étaient exprimés par les fameux « trois piliers de Maastricht et d'Amsterdam ».

La création de la fonction de ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne, nommé par le Conseil européen et responsable devant lui devrait permettre à l'Europe de parler d'une seule voix. Ce ministre sera président du Conseil des ministres des Affaires étrangères et vice-président de la commission afin de coordonner au mieux l'action diplomatique et la politique d'aide au développement.

Les divergences qui, comme nous venons de le voir, affaiblissent l'Europe et la rendent inaudible sur la scène internationale devraient être moins voyante. L'Europe parlera enfin d'une seule voix.

La défense européenne

Une véritable défense européenne semble enfin voir le jour. Les accords dit de « Berlin plus », la création d'un Etat-major européen, les récentes opérations en Iturie, montrent le chemin parcouru depuis le refus de la CED par la France.

De plus, en s'appuyant sur l'OTAN, la défense européenne donne une justification à la pérennité des états-majors pléthoriques de l'OTAN qui se cherchent une justification depuis l'effondrement du Mur de Berlin. L'OTAN et la défense européenne sont devenues indissociables. L'Europe dispose dorénavant d'un outil militaire lui permettant de devenir à moyen terme une véritable puissance mondiale.

* * *

La guerre en Irak a mis en lumière les divisions d'une Europe instrumentalisées par les Etats-Unis. L'Europe puissance semblait impossible. Depuis, il semble que l'Europe cherche, sous l'impulsion forte de la France et de l'Allemagne, à se doter des outils lui permettant de devenir une véritable puissance : des forces armées et une politique étrangère indépendante grâce au nouveau traité constitutionnel.

Cependant, cela ne pourra être efficace que si les votes à la majorité qualifiée deviennent la règle et permettent aux institutions européennes de prendre des décisions. Une Europe puissance ne pourra apparaître que si un véritable saut vers la supranationalité s'effectue et que les pays membres abandonnent certaines de leurs prérogatives.

Tous sont-ils prêts à cet abandon ? Cela semble peut probable et il sera peut-être nécessaire de construire un noyau européen de pays ayant la même volonté politique.